

Association Actions Citoyennes Pour La Léchère

& Collectif d'habitants

Petit-Cœur 73260 LA LECHERE  
actioncitoyennelalechere@gmail.com

A

Mme le commissaire enquêteur  
Mairie de La Léchère  
82 Avenue des Jeux olympiques  
73260 LA LECHERE

Courriel et remise en mairie

Le 15 MARS 2024

Objet : SUSPENSION OU PROLONGATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE UGI/RING

Mme le commissaire enquêteur,

Suite à la réunion publique du 12 février 2024 à La Léchère, en présence des dirigeants de la société Ugi/Ring et d'un représentant de l'État, un collectif de citoyens s'est constitué pour informer les habitants des risques inhérents au projet industriel « Seveso » qui sera installé sur le site fermé de l'usine FerroGlobe, à 10km d'un autre site Seveso dangereux, celui de Pomblière.

Le collectif citoyen initial s'est regroupé dans l'association Action citoyenne La Léchère, afin de donner une assise reconnue à son action.

Nous déplorons que la communication relative à cette enquête publique s'en soit tenue une insertion dans la presse et au panneau d'affichage de la mairie, avec un document peu lisible, en petits caractères, et qui ne faisait pas ressortir la date de l'unique réunion publique.

Pour nous, l'information officielle des populations et des élus locaux n'a pas été à la hauteur des enjeux environnementaux et sanitaires du projet Ugi/Ring, classé « Seveso-seuil haut ».

Les recommandations de l'Autorité environnementale (MRAE) datées du 24-11-2023, adressées à Ugi/Ring, n'ont pas été communiquées à la réunion du 12 février. Elles font état d'études incomplètes et n'ont pas été transmises -semble-t-il- aux élus de La Léchère et d'Algueblanche, alors que la Sté Ugi/Ring exposait aux conseillers municipaux les vertus de son projet. La MRAE invite la société à fournir une étude accessible au grand public, en lieu et place d'un document de 1000 pages très technique.

L'avis de l'autorité environnementale adressé à Ugi/Ring, met en évidence le bien fondé des craintes et des interrogations des habitants du territoire, qui se traduisent à ce jour par plus de 13000 signataires d'une pétition numérique (sans compter les signatures sur papier) s'opposant au projet. Ce nombre augmente tous les jours. A cela s'ajoute un forum de plus de 900 membres sur un réseau social créé par le collectif.

De nombreux points sont soulevés par le mouvement de contestation, touchant aux risques environnementaux, sanitaires et sécuritaires, notamment : risques de pollution des sols, des eaux et de l'air, dans un environnement urbanisé, scolaire, touristique et agricole, soumis à des pollutions additionnelles venant des industries voisines de ND de Briançon et de la voie rapide, saturée une partie de l'année.

Certaines demandes faites aux interlocuteurs d'Ugi/Ring indiquées dans l'avis d'enquête ne sont toujours pas honorées, notamment pour des rubriques relatives au motif de classement Seveso, pour lesquels le dossier indique qu'elles seront données « sur demande écrite », et de surcroit le numéro de téléphone indiqué ne répond pas.

Les réponses tardives d'Ugi/Ring aux recommandations de la MRAE ne satisfont pas le collectif, dans la mesure où les assurances de respect des normes invoqué, laisse de côté plusieurs questions légitimes, impliquant les pouvoirs publics :

- Aucune mesure du bruit cumulé, avec le site industriel de Notre-Dame de Briançon déjà existant, pollution des sols mal jugée, préservation du débit minimal du nant de Naves (notamment en périodes de canicule à présent récurrentes) et protection de la faune et flore aquatique à revoir, risques liés aux eaux de ruissellement mal évalués...

- Aucune modélisation des risques entraînés par les rejets n'a été faite en réel. Quels contrôles continus seront mis en œuvre pour dépiester les fuites cancérogènes éventuelles de Chrome 6, de particules fines, de polluants éternels ?
- Aucune information sur les moyens utilisés pour contrôler ces mesures de manière indépendante dans l'hypothèse de la réalisation de l'installation et à quelle fréquence ?
- Quid des questions de la prévention des risques et de la gestion des cas d'accident mais également des responsabilités en cas d'accident ? Quels dispositifs de sécurité et de secours sont prévus en cas d'accident industriel s'étendant à la circulation de la voie rapide qui sera bloquée en période hivernale ?
- Les assurances et les mesures fournies par Ugi/Ring concernent l'activité d'un seul four. Qu'en sera-t-il avec plusieurs fours ?
- Quelles mesures sont envisagées pour acheminer en sécurité un surcroît de poids lourds traversant une voie ferrée, à l'arrivée et au départ du site, lequel est situé sur une voie d'accès (voitures et piétons) aux services publics du Village 92, à la Mairie et à la station thermique ? Quelles prévisions de poids lourds supplémentaires seront injectés sur la route secondaire RD990, de ND de Briançon à Château-Feuillet, quand le site produira avec plusieurs fours ? Quelles négociations sont en cours avec la SNCF pour assurer le transport par fer des déchets et produits finis ?
- Quel bilan carbone global du projet quand il produira à pleine charge, avec des produits acheminés de et vers des contrées éloignées ? Ce projet est sans doute vertueux pour l'écologie mondiale, mais avec quelles retombées environnementales pour la vallée ?
- Quels impacts du classement sur la population riveraine du site, sur la fréquentation de l'école, sur le foncier bâti et non bâti, sur l'activité commerciale, la fréquentation touristique et celle de la station thermique ?
- Quels impacts sur les productions agricoles sachant que les agriculteurs et leurs organisations professionnelles déplorent avoir découvert le dossier par notre intermédiaire il y a 4 jours ?
- Quelles sont les garanties demandées par l'Etat et les autres collectivités en échange des aides publiques importantes accordées à Ugi/Ring ?
- D'autres choix industriels moins sensibles étaient possibles, peut-on les connaître et pourquoi n'ont-ils pas été retenus ?
- Un état plus précis de l'impact sur l'emploi mérite d'être élaboré : 50 emplois sont annoncés par le porteur du projet mais combien seront délocalisés du site d'Ugine ? Quels seraient les impacts sur l'emploi et sur la démographie locale avec un projet alternatif de zone d'activités avec divers types d'entreprises moins polluantes et moins dangereuses ?

La cohérence économique territoriale mérite d'associer les citoyens aux décisions beaucoup mieux que ce qui est fait dans ce dossier.

Nous prenons acte avec satisfaction de votre décision de prolonger cette enquête publique. Cette prolongation doit pouvoir permettre l'organisation d'une **seconde réunion publique**, indispensable étant donné la faible communication en amont de la réunion du 12 février.

Par ailleurs, nous suggérons l'organisation d'un **référendum local** à l'échelon intercommunal afin de trancher cette question du devenir du site industriel de Château-Feuillet qui va impacter les générations futures de ce territoire.

Nous vous prions d'agréer, madame, l'expression de nos sentiments dévoués.

Association Actions Citoyennes Pour La Léchère

le collectif d'habitants

Grand-Naves